



**Convention internationale sur
l'élimination de toutes les formes
de discrimination raciale**

Distr. générale
25 octobre 2013
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale
Quatre-vingtième session

Compte rendu analytique de la 2146^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 27 février 2012, à 10 heures

Président: M. Avtonomov

Sommaire

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties
conformément à l'article 9 de la Convention (*suite*)

Réunion informelle avec les ONG

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les États parties conformément à l'article 9 de la Convention (suite)

Réunion informelle avec les ONG

Discussion concernant les seizième à dix-huitième rapports périodiques de la République démocratique populaire lao

1. **M^{me} Chanthavong** (Alliance for Democracy in Laos) dit qu'un traité d'amitié et de coopération conclu en 1977 entre le Gouvernement de la République démocratique populaire lao et le Vietnam a officialisé le contrôle de facto de ce dernier sur le pays. Le Gouvernement lao pratique des discriminations contre le peuple lao dans les domaines de l'éducation et de l'emploi en favorisant les Vietnamiens et les Chinois. Le régime autoritaire lao restreint l'exercice des droits politiques, ce qui est incompatible avec l'article 5 de la Convention; il n'y a pas d'élections libres et un seul parti, le Parti révolutionnaire populaire lao, a été reconnu depuis 1975. Le droit au logement n'est pas pleinement respecté du fait des accords spéciaux conclus par les autorités et de la création de zones économiques spéciales. Bien que les droits civils soient constitutionnellement garantis, ils sont mis en œuvre de façon discriminatoire. Le pays ne connaît pas la liberté d'expression ni le droit de réunion pacifique, les groupes étudiants sont étroitement surveillés et réprimés, et le droit de quitter le pays et d'y revenir n'est pas non plus pleinement respecté.

2. **M. Mounnivongs** (ADL Women and Youth) dit qu'avant 1975, les femmes jouaient un rôle important dans la vie économique et sociale du pays. Aujourd'hui, cependant, faute de travail, elles sont victimes d'exploitation et de traite des êtres humains. Des milliers de femmes lao ont été emmenées en Thaïlande où elles n'ont eu d'autre choix que de se livrer à la prostitution pour compléter leurs revenus. Une fois rentrées au Laos, nombres d'entre elles se sont mariées et ont eu des enfants, ignorant qu'elles avaient contracté des maladies pendant qu'elles se prostituaient. Le pays est, de ce fait, confronté à un grave problème de santé publique.

3. **M. Douangvichith** (ADL Environment and Nature) dit que le Gouvernement a enfreint les droits des citoyens au travail et à l'éducation. Selon des données officielles datant de 2005, le taux de chômage est de 1,7%; or, selon les estimations du Fonds monétaire international, il serait plutôt de 30% et serait particulièrement élevé parmi les jeunes, d'après les ONG actives dans le pays. Le taux de chômage des jeunes contribue à la violence, à la toxicomanie et à tout un éventail d'activités illicites; les jeunes qui cherchent du travail à l'étranger sont plus susceptibles que les autres d'être victimes de traite. L'éducation coûte cher et est de piètre qualité parce que le Gouvernement a négligé le système public d'enseignement et que les enseignants sont payés avec beaucoup de retard, voire pas rémunérés du tout. Les familles nanties et celles qui sont proches du Gouvernement envoient leurs enfants dans des écoles privées. Pour ce qui est des droits politiques, le fait que seul le Parti révolutionnaire populaire lao soit reconnu par la Constitution entrave toute perspective de changement politique et est contraire à l'article 5 de la Convention.

4. **M. Cooper** (INDIGENOUS) dit que l'exploitation et le contrôle continus des ressources naturelles provoque la ségrégation raciale des peuples autochtones du Laos. Il est particulièrement préoccupé par l'octroi à la Chine de baux emphytéotiques dans la région du Triangle d'or et l'expulsion du peuple lao, la déforestation et le déplacement subséquents de peuples autochtones souvent effectué par l'armée. Il n'y a pas de liberté d'expression au Laos, de sorte que les habitants sont emprisonnés pour avoir exercé leurs

droits fondamentaux, sans pouvoir recourir à la justice. Ceux qui organisent des mouvements de contestation s'exposent à des sanctions disproportionnées: les organisateurs d'une manifestation pacifique qui ont été arrêtés en 1999 sont toujours emprisonnés. Les informations faisant état de mauvais traitements dans les prisons, notamment d'actes de torture, sont également préoccupantes, de même que la traite des jeunes filles qui sont poussées à la prostitution dans les pays voisins. La République démocratique populaire lao devrait se doter d'une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris et tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme devraient être largement diffusés dans le pays afin que la population puisse exercer ses droits.

5. **M. Moua** (Congress of World Hmong People) dit que le massacre d'autochtones hmongs, sur lequel l'attention du Comité a déjà été appelée lors de la session antérieure, se poursuit dans la zone montagneuse de Phou Bia. Entre 2009 et 2011, le Gouvernement a utilisé des agents chimiques lors de 11 opérations visant des civils hmongs, dont des enfants et des personnes âgées. Les victimes de ces attaques en ont gardé de graves séquelles, et certaines ont perdu la vue. La présence de forces militaires vietnamiennes dans la région a été récemment confirmée. L'objectif de l'action menée par le Gouvernement est d'éradiquer les Hmongs d'ici à 2015. Depuis la prise du pouvoir par le Gouvernement en 1975, quelque 250 000 hommes, femmes et enfants hmongs ont succombé à la politique de génocide des Hmongs et le Gouvernement a aujourd'hui bouclé la zone afin que les médias internationaux ne soient pas informés de ce qui s'y passe. La communauté internationale devrait intervenir et œuvrer en faveur de l'établissement d'une zone de sécurité pour protéger le peuple hmong et lui apporter une aide humanitaire. M. Moua demande au Comité de réitérer ses recommandations précédentes concernant les droits économiques, sociaux et culturels du peuple hmong et son droit à l'autodétermination.

6. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour la République démocratique populaire lao) demande si toutes les communautés ethniques du pays sont représentées par les organisations non gouvernementales (ONG) qui participent à la présente réunion. L'un des obstacles les plus importants auquel est confronté le pays tient au contraste entre la forte croissance économique des zones urbaines et la pauvreté dans laquelle les minorités ethniques vivent, en particulier dans les zones rurales. Il demande aux ONG de commenter l'information figurant dans le rapport de l'État partie (CERD/C/LAO/16-18, par. 38) selon laquelle l'enquête menée concernant les allégations de viol et de sévices physiques dont des femmes hmongs auraient été victimes aux mains d'agents de l'Armée populaire lao dans la zone spéciale de Xaisomboune le 19 mai 2004 a conclu que cet incident avait été monté de toutes pièces pour entacher l'image de l'Armée populaire lao.

7. Le Rapporteur aimerait recevoir des renseignements complémentaires sur les informations qui allèguent que certaines communautés rurales, en particulier les Montagnards, sont victimes à la fois de discrimination raciale et de discrimination religieuse. Il relève que lors de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme concernant la République démocratique populaire lao, le Gouvernement a visiblement exclu d'établir une institution nationale des droits de l'homme.

8. **M. Douangvichith** (ADL Environment and Nature) dit que son organisation s'efforce de représenter tous les groupes vivant au Laos, y compris les quelque 50 groupes ethniques que compte le pays. Le développement économique inégal des zones urbaines et des zones rurales contraste fortement avec la situation de pays voisins tels que la Thaïlande et le Viet Nam. Les Montagnards sont victimes d'une discrimination tant raciale que religieuse en tant que groupe ethnique; ils sont coupés de leurs lieux de culte et contraints de suivre les pratiques religieuses bouddhistes.

9. **M. Cooper** (INDIGENOUS) dit qu'aucune avancée significative n'a été enregistrée en vue de l'établissement d'une institution nationale des droits de l'homme et que le Gouvernement devrait être encouragé à prendre des initiatives en ce sens.

10. **M. de Gouttes** (Rapporteur pour la République démocratique populaire lao), évoquant le déplacement de communautés montagnardes et rappelant que le Gouvernement a affirmé qu'il créé «des communautés villageoises de développement», souhaite connaître les répercussions concrètes des projets d'exploitation minière et d'énergie hydroélectrique sur les communautés locales. Il souhaite savoir si des indemnisations ont été versées aux personnes touchées, si les communautés visées ont été consultées et ont bénéficié des profits générés par ces projets.
11. **M. Mounnivongs** (ADL Women and Youth), évoquant la question des déplacements forcés de population, appelle l'attention du Comité sur le fait que 350 Hmongs ont été récemment déplacés dans des zones inaccessibles où les ONG ne peuvent se rendre. Ces communautés ont été contraintes de repartir de zéro et leur déplacement forcé est un exemple frappant de collusion entre le Gouvernement thaïlandais et le Gouvernement lao.
12. S'agissant des projets de barrage, le Gouvernement ne fait aucun cas de l'environnement ou des populations concernées. Il faudra des années aux communautés déplacées pour s'adapter à leur nouvel environnement car elles devront planter des arbres et des rizières et trouver de nouveaux sites de pêche et de culture. La création de nouveaux logements est insignifiante au regard de la perte de terres ancestrales de chasse et de pêche.
13. **M. Moua** (Congress of World Hmong People) rappelle que le Comité avait recommandé à sa soixante-neuvième session que la question des communautés hmongs de Phu Bia relève du mandat d'un rapporteur spécial. Cette recommandation n'ayant toujours pas été suivie d'effet, l'organisation Congress of World Hmong People demande que des mesures soient prises pour éviter que la situation ne se détériore davantage.
14. **M. Douangvichith** (ADL Environment and Nature) dit que le Gouvernement a effectué ce qu'il appelle «des consultations» concernant les projets de barrage et versé quelques indemnisations mais que les sommes allouées ne correspondent qu'à un tiers de ce qui avait été promis. L'objectif implicite du Gouvernement aux termes de ces projets est de déloger ces communautés, de les installer dans les plaines et de les priver de leur mode de vie traditionnel.
15. **M. Cooper** (INDIGENOUS) dit que les projets de construction de barrages et d'exploitation minière et d'autres initiatives ont été prises au mépris du principe de consentement libre, préalable et éclairé. Les populations ont été contraintes d'accepter cette situation de fait et de s'y adapter du mieux qu'elles le pouvaient.
16. **M. Saidou** souhaite savoir si les ONG ou les associations de défense des droits de l'homme peuvent se constituer parties civiles dans le système judiciaire lao. Dans l'affirmative, le Comité aimerait recevoir des exemples d'affaires de ce type.
17. **M. Kemal**, évoquant les déplacements de population provoqués par les grands projets de développement, dit qu'en général ces projets sont financés par des entités internationales comme la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement, lesquelles sont censées insister sur le respect du principe de consultation préalable. Il convient par conséquent de savoir précisément pourquoi, dans ce cas, des organismes internationaux ont donné leur feu vert à ces projets.
18. **M. Mounnivongs** (ADL Women and Youth) dit que les personnes déplacées par des projets de développement auraient dû recevoir une aide financière significative mais qu'elles n'ont reçu qu'une partie des fonds qui leur étaient destinés en raison de l'importante corruption qui règne au Laos. Les enfants des zones rurales sont dans une situation particulièrement difficile et le taux d'abandon scolaire y est très élevé.
19. **M. Thornberry**, évoquant la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, dit que le rapport périodique de l'État partie donne l'impression qu'il reconnaît les droits des

peuples autochtones même s'il n'emploie que les termes de groupes et minorités ethniques et aimerait recevoir des précisions à ce sujet. Dans le domaine foncier, le Gouvernement ne reconnaît pas le lien qui unit les communautés autochtones à la terre, non plus que les sites sacrés, et ces concepts ne sont pas correctement pris en compte par la législation nationale. La terminologie employée dans le rapport semble indiquer que les peuples autochtones sont considérés comme attardés, ce qui reflète un mode de pensée «progressiviste».

20. **M. Cooper** (INDIGENOUS) dit que de nombreux groupes se considèrent autochtones dans le cadre de l'Instance permanente sur les questions autochtones mais que le Gouvernement ne reconnaît pas le principe d'auto-identification des peuples autochtones et méprise leur lien spirituel à la terre.

21. **M. Moua** (Congress of World Hmong People) dit que les Hmongs vivent sur le territoire qui est devenu aujourd'hui la République démocratique populaire lao depuis des milliers d'années. Le nouveau Gouvernement, qui a pris le pouvoir en 1975, fait depuis lors montre d'hostilité à leur égard parce qu'ils ont soutenu par le passé l'Occident. Le Gouvernement s'emploie à démontrer qu'aucun problème n'existe et prétend que les Laos et les Hmongs coexistent pacifiquement. Bien que cela soit vrai dans une certaine mesure, les Hmongs de la région de Phoubia qui ont soutenu l'Occident sont le plus exposés à la discrimination. Ces problèmes ne sont pas discutés à l'échelle internationale et il semble que peu de choses aient changé malgré les recommandations formulées par le Comité à sa soixante-neuvième session. L'orateur espère que le Comité reconnaîtra les besoins du peuple hmong et trouvera des solutions créatives pour mettre un terme aux violations de leurs droits fondamentaux.

22. **M. Amir** dit que même si divers groupes ethniques ont toujours coexisté en République démocratique populaire lao, la communauté hmong représente un cas à part. Depuis 2002, des Hmongs ont massivement tenté de trouver refuge dans des pays voisins mais en vertu d'un accord passé par le Gouvernement lao avec le gouvernement de plusieurs États voisins, les Hmongs ont été invités à réintégrer leur territoire et à vivre en paix. M. Amir souhaite savoir ce qu'il est advenu d'eux suite à cet accord.

23. Les Hmongs sont, pour des raisons historiques et politiques, le groupe victime des plus fortes discriminations. Ils ont été expulsés de leurs terres et privés du droit de poursuivre leurs activités économiques et culturelles et de préserver leurs traditions et coutumes. En outre, en les déplaçant, les autorités les ont privés de l'accès aux ressources nécessaires à leur survie.

24. M. Amir souhaite savoir ce que sont devenus les Hmongs qui ont été déplacés à l'intérieur de la République démocratique populaire lao et s'ils ont été en mesure de retourner vivre dans les forêts dans lesquelles ils vivaient auparavant. Leur situation a-t-elle changé? Le Comité est préoccupé par la situation de cette communauté, qui a un mode de vie très particulier.

25. Bien que les journalistes européens arrêtés pendant qu'ils enquêtaient sur la situation des Hmongs aient été relâchés suite à une vague d'indignation internationale, les autochtones qui les accompagnaient sont toujours en prison et l'un d'eux, un membre de la communauté hmong, a été condamné à mort. M. Amir dit qu'il s'est personnellement rendu à la Mission permanente de la République démocratique populaire lao à New York pour solliciter un sursis à exécution et qu'une lettre a été envoyée à cet effet au Gouvernement lao. Étant donné que l'on ignore la décision finale prise en l'espèce, la délégation de l'État partie sera invitée à donner des précisions sur cette question.

26. **M. Cooper** (INDIGENOUS), évoquant les observations précédentes au sujet du caractère attardé des peuples autochtones, dit que ce type de stéréotypes montre à quel point l'éducation de base sur les droits de l'homme est importante. Les Hmongs ont par exemple un lien étroit à la terre mais un mode de vie sophistiqué et pérenne.

27. **M. Pao Yang** (Hmong Chaofa States of Laos) dit qu'il a préparé un kit d'information sur les problèmes qui se posent actuellement dans les jungles du Laos, qui comprend des CD-ROM et des informations sur la manière dont le Gouvernement lao traite le peuple hmong. Ce kit contient des éléments de preuve importants qu'il tient à soumettre à l'attention du Comité.

Discussion concernant les seizième à dix-huitième rapports périodiques de l'Italie

28. **M^{me} Terenzi** (Comitato per la Promozione e Protezione dei Diritti Umani) considère qu'il est urgent que l'Italie se dote d'une institution indépendante des droits de l'homme qui soit conforme aux Principes de Paris, comme l'avait recommandé le Comité dans ses observations finales adoptées à sa soixante-deuxième session. Le projet de loi le plus récent soumis sur cette question au Parlement (projet de loi n° 4 534), en parallèle de trois autres, a été bloqué par la deuxième Chambre. Le texte, qui a été élaboré sans que la société civile ait été consultée, ne respecte donc pas les Principes de Paris. De plus, il comporte plusieurs lacunes. Pour garantir l'autonomie de la nouvelle institution des droits de l'homme, son président et deux de ses membres devraient être choisis par voie de concours ouvert à tous, plutôt que par le Sénat et la Chambre des députés, et ses membres devraient être des experts des droits de l'homme. En outre, l'article 9 du projet de loi en question, qui traite du secret professionnel, suscite une grande inquiétude car toute institution nationale des droits de l'homme doit pouvoir être en contact direct avec la population ou en mesure de faire connaître ses recommandations ou ses conseils par les médias. De plus, le rapport annuel de cette institution devrait être publié le jour même de sa transmission au Parlement afin de veiller à ce qu'il bénéficie de la plus large publicité.

29. À l'heure actuelle, l'Italie compte deux organismes nationaux chargés des questions relatives à l'égalité, à savoir le Médiateur pour les droits de l'enfant, nommé en 2011, et le Bureau national de lutte contre la discrimination raciale (UNAR), une instance gouvernementale établie sous les auspices du Ministère de l'égalité des chances dont les locaux sont situés dans un immeuble appartenant au Gouvernement, ce qui, conjugué à l'accès à celui-ci, pose problème et a des répercussions sur l'efficacité de son mandat. Par exemple, les membres de plusieurs groupes vulnérables, tels que les migrants en situation irrégulière, craindront de téléphoner au Bureau pour obtenir des services qui sont fournis par une structure située dans les locaux du Gouvernement. Le statut de l'UNAR n'est pas conforme aux Principes de Paris, de sorte que cet organisme n'est pas une institution indépendante de défense des droits de l'homme.

30. Le *Comitato per la Promozione e Protezione dei Diritti Umani* demande au Comité de prier le Gouvernement de créer dans les meilleurs délais une commission indépendante de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui soit conforme aux Principes de Paris, de modifier le projet de loi n° 4 534, et d'engager un dialogue constructif, participatif et transparent avec la société civile. Il demande également au Comité de recommander à l'Italie que le Parlement fasse appel aux services du groupe des institutions nationales du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et mette également à profit les meilleures pratiques enregistrées par de nombreux pays qui ont déjà rempli les critères requis par la résolution 48/134 (1993) des Nations Unies relative aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

31. Enfin, **M^{me} Terenzi** demande au Comité de rappeler au Gouvernement italien que seule une institution nationale des droits de l'homme conforme aux Principes de Paris pourra être accréditée par le Conseil des droits de l'homme.

32. **M^{me} Sanguinato** (Volontariato Internazionale per lo Sviluppo) dit que bien qu'elle se félicite de l'adoption de la loi n° 169/2008 sur l'enseignement de la citoyenneté et de la Constitution dans les écoles mais souligne qu'aucun mécanisme n'a été établi pour en assurer l'application. Concrètement, cette matière n'est ni enseignée ni évaluée en tant

qu'enseignement spécifique. L'organisation que M^{me} Sanguinato prie le Comité de demander au Gouvernement, dans ses observations finales, de promouvoir l'éducation et la formation des enseignants aux droits de l'homme et de faire de l'éducation aux droits de l'homme une discipline scolaire officielle.

33. Préoccupée que le Gouvernement ait divisé par deux le budget de l'éducation pour la période 2011/14, M^{me} Sanguinato demande au Comité de prier le Gouvernement d'allouer les fonds nécessaires à la mise en œuvre de l'article 2 de la Convention. Jugeant par ailleurs préoccupante la mise en place, lors de l'année scolaire 2010/11, d'un quota maximum de 30% d'élèves étrangers par classe, à tous les niveaux, elle demande au Comité de prier le Gouvernement de mettre en œuvre des politiques non discriminatoires afin de donner effet aux principes énoncés aux articles 2 et 7 de la Convention.

34. **M. Pertichini** (Association des ONG italiennes pour la Convention sur les droits de l'enfant) se dit préoccupé par l'absence de normes minima relatives au bien-être, à l'éducation, et à la santé des enfants et par la situation des enfants handicapés, et par l'existence potentielle d'une discrimination raciale.

35. **M^{me} Galano** (Antigone) dit que la discrimination raciale touche tous les niveaux du système italien de justice pénale, notamment la politique du Gouvernement, les arrestations, le placement en détention et les enquêtes de police.

36. Les étrangers sont détenus dans de très mauvaises conditions en raison de la surpopulation carcérale. Un tiers du total des suicides dans les prisons italiennes en 2011 est le fait de détenus étrangers qui représentaient en janvier 2012 près de 36% de l'ensemble de la population carcérale. M^{me} Galano demande au Comité de prier l'État partie de remédier à la surreprésentation des ressortissants étrangers dans les prisons italiennes. La discrimination raciale s'exerce à deux niveaux: des dispositions législatives imposent des peines plus sévères aux ressortissants étrangers qu'aux ressortissants italiens et les détenus étrangers sont traités de façon discriminatoire dans la pratique.

37. La plupart des détenus étrangers purgent des peines pour des infractions liées aux stupéfiants, à l'immigration ou à la prostitution. M^{me} Galano demande au Comité de recommander à l'État partie que le Parlement italien modifie ou abroge la législation en vigueur en matière de stupéfiants et d'immigration ainsi que la disposition qui interdit aux délinquants récidivistes de bénéficier de peines alternatives à la privation de liberté. Les policiers font souvent preuve de discrimination dans leurs activités quotidiennes de maintien de l'ordre mais aucune autorité indépendante ne supervise leur action.

38. M^{me} Galano prie le Comité de recommander au Ministère italien de la justice de garantir l'égalité des droits des ressortissants italiens et des non-ressortissants en matière de probation. Les détenus étrangers devraient également bénéficier de davantage de droits de visite, d'appels téléphoniques, et de services d'interprétation et d'enseignants; le rôle des facilitateurs culturels en prison doit également être amélioré. Les conditions de détention de migrants dans les prisons italiennes constituent d'une certaine manière une double peine qui est incompatible avec les normes nationales et internationales.

39. **M. Trucco** (Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione) se dit préoccupé par la loi n° 125 de 2011 sur la rétention administrative des migrants en attente d'expulsion, qui, s'inscrivant dans l'éventail de mesures prises en matière d'immigration et d'asile – connue sous le nom de «dispositif global de sécurité» –, a porté la période de rétention administrative à dix-huit mois. Le problème est aggravé par l'absence de contrôle juridictionnel effectif car la compétence en l'espèce incombe à un juge non professionnel. Cette situation a de graves conséquences sur le droit à l'égalité de traitement dans l'administration de la justice.

40. Le système d'aide juridictionnelle en faveur des demandeurs d'asile fonctionne mal et varie d'une province à l'autre. Les demandeurs d'asile qui souhaitent faire appel d'une décision les concernant sont tenus de soumettre une demande d'aide juridictionnelle à l'Association locale du Barreau. L'Association du Barreau prend sa décision sur la base non seulement du revenu du demandeur mais aussi du fond de l'affaire, de sorte que de nombreux demandeurs d'asile sont privés du droit d'appel. Les apatrides n'ont pas non plus accès à l'aide juridictionnelle dont ne bénéficient que les personnes reconnues sujets de droit en Italie.

41. Les réseaux locaux de soutien n'ont pas accès aux centres de rétention des migrants en attente d'expulsion et les informations sont difficiles à obtenir. Il en va de même pour les centres d'accueil des demandeurs d'asile qui manquent de personnel adéquatement formé, où la durée de séjour échappe à toute vérification et où des mineurs non accompagnés sont souvent détenus. Comme la procédure d'asile est difficile d'accès, de nombreux demandeurs d'asile sont traités comme des migrants sans papiers. Les événements qui se sont produits à Lampedusa en 2011 sont édifiants à cet égard: de nombreux migrants ont été maintenus pendant des semaines dans des centres de détention officiels sans aucune forme de contrôle.

42. **M^{me} Hermanin** (Open Society Justice Initiative) dit que la discrimination raciale et le soutien accordé par les autorités publiques à des actes potentiellement discriminatoires suscite une inquiétude croissante depuis 2008. Ces actes comprennent toute une série de «mesures d'urgence» prises par le Gouvernement et les autorités publiques qui accréditent la thèse que les immigrés, les non-ressortissants et les membres des minorités constituent une menace pour la population locale. L'ensemble des mesures prises en matière d'immigration et d'asile, connues sous le nom de «dispositif global de sécurité», est jugé particulièrement préoccupant. En 2008, l'Italie a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays suite à l'afflux exceptionnel de personnes tentant d'échapper aux troubles en Afrique du Nord, dont 50% étaient des demandeurs d'asile.

43. En 2008, le Gouvernement a également déclaré un état d'urgence national en raison de la présence de communautés décrites comme «nomades», à savoir des communautés roms, sintis et camminantis. Dans le cadre des «mesures d'urgence» discriminatoires adoptées par les autorités, des centaines de Roms ont été expulsés de force au motif qu'ils constituaient une menace pour la population italienne du point de vue de l'hygiène et de considérations sociales et sécuritaires. Ces mesures d'expulsion n'ayant pas été notifiées aux intéressés, elles n'ont pu être contestées. Une opération de recensement des Roms a été menée afin d'en identifier grossièrement le nombre; leurs empreintes digitales ont été relevées et ils ont été photographiés et toutes ces informations ont été enregistrées dans une base de données spéciale qui ont par la suite été utilisées pour faciliter les expulsions forcées.

44. Il a été récemment décidé que les communautés nomades seraient regroupées dans des villages séparés des autres. En novembre 2011, la plus haute instance administrative italienne a qualifié cette mesure d'illégale mais n'a pas, ce qui est d'une importance cruciale, jugé que cela constituait une discrimination raciale, de sorte que les victimes n'ont pu demander ni indemnisation ni réparation. Les données les concernant sont toujours stockées par les autorités publiques dans des bases de données spéciales.

45. Les auteurs de plaintes pour discrimination raciale ne disposent d'aucune voie de recours effective. Les sanctions pénales réprimant les discours de haine ou l'incitation à la violence raciale ont été réduites de moitié en 2006. Les réparations accordées au civil aux victimes de discrimination raciale sont peu suivies et les ONG qui veulent se porter parties civiles dans les affaires de discrimination doivent être enregistrées auprès de deux ministères pour pouvoir ester en justice. Le système exerce un contrôle discrétionnaire sur les personnes habilitées à porter plainte pour discrimination. L'UNAR n'est pas une

institution indépendante et ne dispose pas de personnel. Il n'est pas compétent pour engager ou soutenir des poursuites et doit s'appuyer sur les ONG chaque fois qu'il entend agir officiellement.

46. **M^{me} Hermanin** demande instamment au Comité d'inclure dans ses observations finales des recommandations sur les points suivants: la discrimination à l'égard des Roms; la nature discriminatoire des «mesures d'urgence»; la destruction des bases de données illégales constituées à l'issue du recensement des Roms; et la nécessité pour le Gouvernement italien d'améliorer les procédures individuelles et collectives de recours dans les affaires de discrimination raciale.

47. **M^{me} Hein** (Unione Forense per la Tutela dei Diritti Umani) se dit vivement préoccupée par l'attitude de plus en plus raciste et xénophobe des politiciens italiens et par l'immunité de fait dont ils bénéficient, comme en attestent les peines de sursis prononcées contre le rare nombre de ceux qui ont été poursuivis pour propos racistes ou discriminatoires. Les déclarations ouvertement racistes de certains politiciens sont en contradiction directe avec le paragraphe 15 des observations finales précédentes du Comité. Les politiciens invoquent le principe de liberté d'expression pour justifier leurs déclarations racistes et discours de haine, ce qui contrevient à l'arrêt de la Cour suprême qui fait valoir que le droit à la liberté d'expression ne saurait justifier un comportement attentatoire à d'autres principes constitutionnels tel que le principe d'égalité. Plusieurs partis politiques établissent un lien entre immigration et insécurité et stigmatisent les migrants qu'ils perçoivent comme une menace pour la santé publique et l'identité nationale ou locale.

48. La multiplication des groupes de réseaux sociaux qui encouragent et promeuvent la haine, le racisme et la violence à l'égard des immigrés est une question également préoccupante. L'Italie doit de toute urgence élaborer des outils effectifs à l'échelle nationale afin de déceler et d'interdire les sites Internet à connotation raciste et adopter des mesures législatives pour ériger en infraction la promotion et la propagation de contenus racistes et xénophobes via Internet. Le Gouvernement italien devrait ratifier le Protocole additionnel à la Convention du Conseil de l'Europe relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques.

49. **M. Amir** (Rapporteur pour l'Italie) demande des renseignements supplémentaires sur la situation des communautés roms et sintis et se demande si le traitement qui leur est accordé dans l'État partie n'est pas incompatible avec les dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme.

50. **M^{me} Hermanin** (Open Society Justice Initiative) dit que les Roms et les Sintis représentent près de 170 000 personnes, dont quasiment la moitié sont Italiens et l'autre des ressortissants étrangers. Bien qu'ils représentent aujourd'hui moins de 1% de la population italienne, un nombre important d'entre eux vit en Italie depuis le quinzième siècle. En 2008, suite à un incident raciste à Ponticelli, dans la banlieue de Naples, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence ciblant la communauté rom. Depuis des décennies, les organisations de défense des droits de l'homme soulignent que les politiques du Gouvernement aggravent la ségrégation. Les Roms sont toujours considérés comme des nomades bien qu'ils soient dans une large mesure sédentaires et ont été relégués depuis les années 1980 dans des campements à la périphérie des grandes villes, ce qui nuit à leur insertion sociale. Ces dernières années, des citoyens italiens disposant de documents d'identité ont vu leurs empreintes digitales relevées et ont été photographiés au seul motif d'être roms. Des villages peuplés uniquement de Roms sont surveillés par des caméras et par des agents de sécurité privée. Les plaintes formées auprès de la Cour européenne des droits de l'homme sont inefficaces du fait de la durée excessive de la procédure.

51. **M. Diaconu** dit que, d'après le rapport soumis par l'Italie au Groupe de travail sur l'Examen périodique universel (A/HRC/WG. 6/7/ITA/1), il existait en 2008

167 campements, dont 124 non autorisés. Il souhaite savoir si les campements autorisés par la loi ont été maintenus et si seuls les campements illégaux ont été démantelés ainsi que si des efforts ont été consentis pour reloger les habitants des campements non autorisés.

52. M. Diaconu demande si la crise économique et financière actuelle a eu des répercussions négatives sur la protection des droits de l'homme des groupes vulnérables.

53. Les récentes flambées de violence dans plusieurs pays arabes ont provoqué un afflux de migrants en Italie. Évoquant les affrontements qui se sont produits à Lampedusa, l'orateur souhaite savoir quelle est aujourd'hui la position des autorités à l'égard des immigrés.

54. **M^{me} Crickley** croit comprendre que les ONG considèrent que l'UNAR, qui est placé sous l'autorité du Ministère de l'égalité des chances, n'est pas véritablement une institution indépendante et leur demande quel rôle, selon elles, une institution des droits de l'homme véritablement indépendante devrait jouer en matière de prévention de la discrimination raciale. Elle souhaite savoir si des mesures ont été prises pour mettre en œuvre la Directive de l'Union européenne sur l'égalité raciale et en faire connaître les dispositions à la population.

55. **M^{me} Crickley** souhaite savoir si les enfants des communautés minoritaires, en particulier les enfants non accompagnés, sont victimes de discrimination raciale.

56. Le dispositif global de sécurité adopté par l'État partie l'année précédente, à l'évidence en réponse au «printemps arabe», s'inscrit selon **M^{me} Crickley** dans le droit fil des mesures qui visaient déjà un certain nombre de communautés. Elle souhaite savoir si l'on a assisté à une augmentation notable des actes de discrimination raciale depuis que les troubles en Afrique du Nord ont cessé de faire la une des médias.

57. **M^{me} Crickley** croit comprendre que les communautés roms vivant en Italie ne souhaitent pas être identifiées comme nomades. Prenant note du fait que les ONG souhaiteraient qu'elles soient reconnues en tant que minorités nationales, elle demande si une telle reconnaissance bénéficierait aux 50% de Roms ayant émigré de Roumanie ou de Bulgarie ces dix dernières années et qui n'ont aucun statut en vertu de la législation italienne en raison de la dérogation de l'État italien aux principes d'accession à l'Union européenne pour ce qui est des ressortissants de ces pays. Elle demande si elle fondée à croire que les nouveaux campements font en réalité office de centres de rétention, terme qu'elle emploie à dessein, des Roms arrivés en Italie au cours des dix dernières années. Ces campements ressemblent fort, selon elle, à des centres de rétention pour demandeurs d'asile.

58. **M^{me} Crickley** souhaite savoir si les mesures prises en vertu du soi-disant état d'urgence posent toujours problème à Rome, où les autorités sont particulièrement préoccupées par le tourisme.

59. **M. de Gouttes** relève que la crise économique et financière a poussé l'Italie à changer de Gouvernement et souhaite savoir si l'on a enregistré un déclin perceptible des discours politiques xénophobes et des attitudes répressives à l'égard des migrants.

60. **M. Kemal** croit comprendre que les personnes ayant fui les troubles en Afrique du Nord ont été plutôt bien accueillies par les communautés locales italiennes, par exemple à Lampedusa. Il souhaite savoir si les attitudes à leur égard ont changé depuis et si la majorité de ceux qui avaient demandé le statut de réfugié sont rentrés dans leur pays.

61. **M. Ewomsan** souhaiterait obtenir des précisions sur la situation des personnes d'ascendance africaine en Italie et savoir si elles ont été victimes de crimes racistes.

62. **M^{me} Hermanin** (Open Society Justice Initiative) dit que le changement de Gouvernement s'est traduit par une légère amélioration de la situation des minorités mais

qu'il s'agit d'un Gouvernement de technocrates et que de nouvelles élections auront lieu de toutes manières dans les dix mois suivants. L'échiquier politique italien reste globalement inchangé.

63. Le décret sur l'état d'urgence adopté en mai 2008 a été prorogé à deux reprises, de sorte qu'il est en vigueur depuis maintenant trois ans et demi, une période anormalement longue pour un état d'urgence. Il a été pour la première fois appliqué à Naples, Milan et Rome puis étendu à Venise et Turin. En novembre 2011, la plus haute instance administrative du pays, le Conseil d'État, a considéré que l'état d'urgence était contraire à la loi parce qu'il ne respectait pas les critères requis en matière d'urgence et de nécessité. Le Conseil d'État a considéré que le décret en question n'exerçait pas une discrimination fondée sur la race au motif qu'il n'a pas été adopté à des fins discriminatoires et que seul ses effets l'étaient. Or, l'article premier de la Convention interdit tout acte ayant un effet discriminatoire.

64. L'arrêt du Conseil d'État n'a pas été respecté. L'on ne sait pas si le Gouvernement compte détruire les données qui ont été recueillies, invalider les mesures d'expulsion prononcées et indemniser les personnes expulsées. L'on ne sait pas non plus s'il compte continuer à créer de nouveaux villages roms. Les mesures d'expulsion ont visé tant les campements autorisés que les campements illégaux. Le plus grand campement rom de Milan se situe à Tribogna. Bien qu'il s'agisse d'un campement autorisé, près de 500 personnes en ont été expulsées en mai 2011. À Rome, 300 à 400 personnes ont été expulsées du campement non autorisé Casilino 900. Aucune solution alternative satisfaisante de logement n'a été proposée aux personnes évacuées. Un projet concernant la ville de Rome prévoit la création de 13 «villages», qui seront en réalité des campements, mais aucun n'a été construit à ce jour. Aucune solution de logement n'a été proposée à Milan. Une proposition visant à permettre aux Roms d'accéder aux logements sociaux dans la capitale a été rejetée par les autorités de la ville, mais celles-ci ont cependant financé un programme de rapatriement en vertu duquel les citoyens roumains acceptant de rentrer dans leur pays reçoivent près de 1 000 euros.

65. La reconnaissance des Roms en tant que minorité nationale aurait une incidence symbolique positive sur ceux qui sont Italiens, originaires de pays de l'Union européenne autres que la Roumanie et la Bulgarie, ou apatrides. Cela permettrait de combler le fossé en matière d'éducation et faciliterait l'accès des apatrides à la nationalité.

66. **M^{me} Terenzi** (Comitato per la Promozione e Protezione dei Diritti Umani) dit que les ONG roms et sintis de Milan ont signalé que les droits de propriété, y compris des ressortissants italiens, ont été enfreints.

67. La multiplication des mécanismes sectoriels et locaux relatifs aux droits de l'homme montre à quel point une institution nationale des droits de l'homme et un plan d'action intégré sont nécessaires. Le Comité a recommandé, aux paragraphes 13 et 24 de ses observations finales concernant le précédent rapport périodique de l'Italie (CERD/C/ITA/CO/15), à l'Italie de prendre les mesures nécessaires pour établir une institution nationale indépendante des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris. L'UNAR a réalisé les activités décrites dans le rapport à l'examen mais n'est pas en mesure d'agir avec indépendance parce qu'il fait partie intégrante du pouvoir exécutif.

68. **M. Pertichini** (Comitato per la Promozione e Protezione dei Diritti Umani) dit que l'absence de normes minima applicables aux services sociaux a d'importantes répercussions sur les enfants de familles immigrées. Nombre de ces familles, en particulier celles en situation irrégulière, hésitent à aller à l'hôpital pour effectuer des bilans de santé, de sorte que de nombreux enfants naissent dans des conditions précaires et n'ont accès ni aux subventions versées au titre de l'assistance scolaire ni à d'autres prestations sociales.

69. Le fait que seuls 30% d'élèves étrangers puissent être admis dans les établissements scolaires est une mesure profondément raciste. Dans ces circonstances, les enfants qui n'ont pas la nationalité italienne peuvent être transférés dans une autre école sans que leur famille soit consultée.

70. **M. Lindgren Alves** souhaite savoir si les nombreux Roms de nationalité italienne qui n'ont plus un mode de vie nomade sont toujours contraints de vivre dans des camps et par conséquent en marge de la société, alors que la plupart d'entre eux ont a priori un emploi stable.

71. M. Trucco (Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione) dit que le Gouvernement a promulgué début 2011 un décret d'urgence humanitaire. En avril 2011, il a promulgué un autre décret offrant une protection temporaire aux réfugiés en provenance de Tunisie, qui ont bénéficié d'une autorisation de séjour de six mois parce que le Gouvernement était convaincu que la plupart d'entre eux quitteraient le pays le moment venu pour la France. Or, la situation s'est aggravée avec l'arrivée subséquente d'un nombre accru de réfugiés, en particulier en provenance de Libye, qui ont demandé à l'Italie de leur accorder une protection internationale. Il n'a pas été fait droit à leurs demandes parce qu'ils n'étaient pas pour la plupart libyens mais ressortissants du Mali et d'autres pays d'Afrique. Alors qu'ils pouvaient faire appel et qu'un important réseau d'avocats avait proposé de les aider, de nombreuses associations du barreau ont refusé de les représenter en justice alors que les procédures de recours sont extrêmement coûteuses. Ces personnes sont actuellement dans une situation plus que précaire. Les organisations de défense des droits de l'homme ont demandé au Gouvernement de promulguer un décret analogue à celui par lequel une protection temporaire a été accordée aux ressortissants tunisiens et à d'autres ressortissants d'Afrique du Nord.

La séance est levée à 13 heures.